



Signez l'appel « Sauvons l'élevage »

Malgré ses atouts et son dynamisme, l'élevage français est en danger.

Les risques de démantèlement de l'ensemble des filières d'élevage s'ajoutent sans susciter de réaction globale, ni provoquer de politique d'ensemble. Plusieurs éléments de contexte favorisent cette évolution :

- les contraintes spécifiques à l'élevage : investissements lourds, temps de travail et astreintes, contraintes sanitaires et climatiques, flambée des matières premières, pression toujours croissante à augmenter la production ;
- la politique européenne qui abandonne tout mécanisme de régulation (ex quotas laitiers), soumettant ainsi les prix agricoles à une instabilité de plus en plus forte, avec en outre, une répartition injuste des aides ;
- l'attrait pour les grandes cultures, encouragé par une demande mondiale forte et des perspectives de prix meilleurs, et facilité en outre par l'augmentation de la taille des fermes.

L'une après l'autre, les filières animales sont fragilisées, et certaines menacées : un jour, c'est le lait ; le lendemain, le porc ou la volaille ; ensuite, le tour de la viande bovine ou ovine... Aucune production n'est épargnée : à preuve, le marasme actuel en lait de chèvre. Ces crises successives mettent à mal des secteurs entiers d'activité, fragilisent les éleveurs eux-mêmes et menacent l'emploi dans de nombreuses régions où l'élevage est un élément clé de l'emploi local et régional. De leur côté, les éleveurs sont en attente de plus de sérénité et plus de sécurité dans l'exercice de leur activité.

Pourtant, chacun le reconnaît, l'élevage contribue à maintenir une activité largement répartie sur le territoire national. Au-delà des éleveurs, l'élevage concerne de nombreux organismes liés à l'élevage, tant au niveau de la production et des services que de la transformation (laiteries, abattoirs, ateliers de découpe et de production de produits élaborés...), ou de la distribution (boucheries)... Sans oublier les contributions positives de l'élevage en termes de valorisation des terres plus difficiles (comme les prés humides, les zones de montagne...), d'aménagement du territoire ou d'entretien des paysages.

A chaque fois, les réactions et plans d'urgence ne sont pas suffisants pour réorienter et assurer l'avenir durable de ces productions ; il faut désormais définir et mettre en œuvre une vraie politique de l'élevage pour aller à la reconquête des marchés intérieurs et de « proximité », à l'échelle nationale et européenne, en misant notamment sur des produits reconnus de haute qualité.

Une politique d'élevage doit passer par :

- une politique de prix plus rémunérateurs, en tenant compte des coûts de production
- la maîtrise des volumes produits, une répartition plus juste des aides, notamment dans le cadre de la prochaine réforme de la PAC.

Seule une politique de maintien et de développement de l'élevage apportant plus de lisibilité et de réelles perspectives d'avenir sera de nature à conforter les éleveurs en place et à encourager le renouvellement des générations, sous réserve d'améliorer parallèlement les conditions de travail (ex. : remplacement). Pour défendre la création d'emplois, l'installation de jeunes éleveurs est préférable à l'agrandissement continu des troupeaux.

Parallèlement des initiatives doivent être prises pour assurer une plus grande autonomie protéique des élevages, notamment à travers le soutien aux systèmes herbagers et le lancement toujours attendu d'un véritable Plan Protéines.

C'est pourquoi nous appelons l'ensemble des éleveurs et leurs organismes, tout comme l'ensemble des élus à se mobiliser à quelque niveau que ce soit (local, régional ou national) pour contribuer à sauver l'élevage -et les éleveurs-, à tout mettre en œuvre pour valoriser le potentiel de production de qualité de l'élevage français. Il est encore temps de réagir.

Nous comptons sur vous et sur votre soutien, en signant l'appel,

Philippe Collin,
porte-parole.

Gérard Durand, secrétaire national,
en charge des questions d'élevage.